

# Benachenhou, le mal-aimé

Le Salon du patronat privé algérien à Paris serait certainement passé inaperçu si une intervention remarquée, quoique non programmée, n'avait pas fait le tour des salons parisiens. L'ancien ministre des Finances, M. Abdelatif Benachenhou, y est allé croiser le fer avec les chefs d'entreprises privés.

Que l'ex-grand argentier plaise ou pas, ce qui est certain c'est qu'il ne laisse pas indifférent. Pour beaucoup, sa rigueur et sa droiture intellectuelle passent pour de l'arrogance, on lui reconnaît cependant de tenir en horreur, de façon conséquente et résolue, un populisme aussi pernicieux que ravageur que la rente (qu'elle soit historique ou pétrolière) qui l'a enfanté.

C'est dans conditions historiques spécifiques à la formation du capitalisme algérien (la cause) que M. Benachenhou est allé chercher les avatars des entreprises privées et leurs faiblesses avérées en matière de management (l'effet) : «La plupart des entreprises privées, pour ne pas dire toutes, ont un déficit de management (...) Y compris les plus riches.»

Attaché à la cause générale, il recense un premier déficit, «d'organisation juridique», dont la manifestation la plus évidente est le fonctionnement familial. Une telle situation est l'aboutissement logique d'étapes d'accumulation, souvent très serrées dans le temps, communes à la plupart des entreprises privées : «On a commencé par faire du commerce, puis du gros commerce, avant de passer à (l'étape) de l'entreprise.» Ce «cheminement» qu'on retrouve y compris dans la constitution des nombreuses banques privées, toutes en voie de liquidation, n'incite certainement pas à l'adoption de formes modernes de gestion.

Benachenhou attend, ou plutôt espère, une «mutation» dans le régime juridique des entreprises qui autorise une plus grande transparence et une circulation de capitaux à plus grande échelle. On passerait ainsi des formes familiales en vigueur — «Untel et fils» (filiation directe), Eurl (expression directe de l'adage arabe echarka halka) ou encore des Sarl — à des sociétés anonymes privées aux capitaux ouverts, rompus aux techniques financières et

boursières modernes et procurant une «garantie de transparence». Tant que cette transition ne sera pas accomplie, il a également raison de s'opposer ouvertement à toute amnistie fiscale qui reviendrait à faire financer par la collectivité des formes écoulées de constitution d'entreprises.

Outre qu'il n'autorise pas l'adoption de normes de management, le carcan juridique dans lequel se meuvent les entreprises privées ne les incite également pas à «s'essayer à la mise à niveau».

M. Slim Othmani, des Nouvelles conserveries algériennes (NCA, Rouiba), a, certes, eu le courage de réagir en rappelant que «95 % des entreprises actives dans le monde relèvent de l'économie familiale», estimant par ailleurs que le propos de l'ancien ministre était l'expression de «la crispation de l'Etat» à l'endroit du privé. Il ne peut malheureusement pas convaincre l'observateur averti qui sait qu'en 2005, les 1.250 entreprises leaders de la recherche industrielle ont injecté plus de 370 milliards d'euros dans la R&D et que ces entreprises sont à dix mille années lumière de l'éco-

nomie familiale. Les cinq premières d'entre elles (Ford, Pfizer, General Motors, DaimlerChrysler, Microsoft) sont des mastodontes de la technologie et du chiffre d'affaires.

Sur les 1.250 entreprises recensées affichant une activité de recherche significative (un budget annuel supérieur à 30 millions d'euros), 575 sont américaines, contre 350 européennes et 316 asiatiques (essentiellement japonaises). Selon le classement 2006 publié par le ministère britannique du Commerce et de l'Industrie (DTI), les groupes américains trônent sur les trois premières marches du podium (et placent 5 entreprises dans les 10 premières). Dans le Top 50 des champions de la recherche, on compte 18 sociétés américaines, 10 japonaises, 6 allemandes, 4 françaises, 3 anglaises, 2 suisses, 2 hollandaises et 2 sud-coréennes.

Ces données, qui confirment le rôle stratégique de la technologie pour les industriels confrontés à une concurrence mondiale, rendent quasiment inéluctables les petites entreprises à supporter les dépenses de recherche et de développement.

Les groupes locomotives pour les nouvelles technologies irriguent la recherche universitaire et emploient des armées de scientifiques et d'ingénieurs. L'Américain Amgen, leader mondial des biotechnologies, investit ainsi tous les ans dans la R&D autant que l'ensemble de la recherche publique et privée française.

Pour revenir à notre propos, en Algérie l'entrée dans le monde des affaires est rapportée à une équation simple avec pour inconnues : le foncier, le crédit et la fiscalité. Il y a beaucoup à dire sur la constitution des fonds propres et les conditions et modalités d'accès au crédit, première pierre de l'édifice d'accumulation. La dissolution des banques privées et les scan-

dales qui n'arrêtent pas de secouer celles de l'Etat à coups de milliards de centimes dépassent l'entendement.

Une question hante les esprits désintéressés : peut-on réduire un processus aussi complexe aux seuls paramètres administratifs symbolisés par l'inculte et véreux fonctionnaire tapi derrière le comptoir pour l'attente de pots-de-vin venant, la précision s'impose, de ceux qui veulent bien (ou tiennent parfois à) les donner ?

Une étude (\*) parue le mois dernier sous un titre éloquent : «La richesse des nations était-elle déterminée en 1.000 avant Jésus-Christ ?» soutient, aussi incroyable que cela puisse paraître, que les techniques maîtrisées par les ancêtres des peuples de différentes communautés, il y a trois millénaires, influent directement sur leur niveau de développement d'aujourd'hui.

Comme pour mettre en garde contre les «parvenus», trois économistes, professeurs aux Etats-Unis, font le lien entre la richesse actuelle d'une certaine de pays et l'état de leurs technologies il y a 500, 2.000 et 3.000 ans. Les conclusions sont stupéfiantes : «Notre découverte la plus robuste est que la technologie en 1.500 après J-C compte pour les performances d'aujourd'hui en matière de développement, une époque très ancienne quand nous considérons que la plupart des discussions sur le développement des pays portent sur l'époque débutant avec les grandes découvertes européennes et la colonisation.

Encore plus surprenant : la technologie en 1.000 avant J-C et au début de notre ère exerce à maints égards un effet significatif.»

La portée de l'étude dépasse largement les historiens. Rappelant le rôle central de la technique dans le développement et la croissance, elle contredit la primauté



Par Ammar Belhimer  
[ammarbelhimer@hotmail.com](mailto:ammarbelhimer@hotmail.com)

donnée par beaucoup d'économistes à l'essor démographique ou à l'accumulation primitive du capital. Elle minimise aussi le rôle des institutions, que nombre de chercheurs ont mis en valeur ces dernières années, en établissant qu'elles étaient plus volatiles que l'enracinement de la technologie.

Notre croissance doit peut-être moins à la décision d'un ministre, aussi brillant soit-il, qu'à la trouvaille d'un laborieux artisan il y a des millénaires.

Que M. Benachenhou ait donc raison sur l'essentiel n'exuse pas ceux qui ont élaboré et, surtout, conduit la politique économique avec son lot d'«écueils bureaucratiques», correspondant à autant de paliers de ponction (par la corruption), et la «pression fiscale» idéologiquement orientée et certainement non indemne, elle aussi, de prédispositions à la corruption.

Ce qui, pour rejoindre encore une fois M. Benachenhou, n'entache ni le bien-fondé des réformes, ni «le principe de l'ouverture par l'Etat». Le débat se situe autour de «la qualité de l'ouverture» (et aussi de son rythme) tributaire de «l'action de tous les acteurs, dont l'Etat».

A. B.  
 (\*) «Was the Wealth of Nations Determined in 1000 B.C. ?», par Diego Comin, William Easterly et Erick Gong, NBER, octobre 2006.

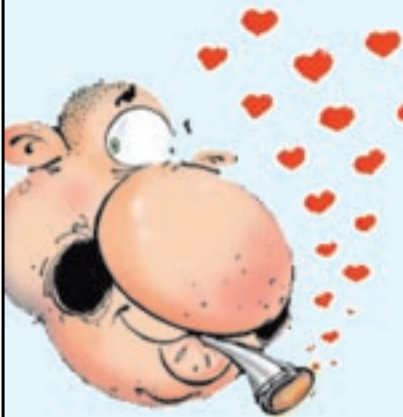
## REMERCIEMENTS

Extrêmement touchées par les très nombreuses marques de soutien, de réconfort et de sympathie qui leur ont été adressées suite au décès de leur père, grand-père, arrière-grand-père, beau-père et guide **El Hadj M'hamed Belhadjoudja**, et ne pouvant, hélas, répondre individuellement à tous ces messages, les familles Belhadjoudja, Senhadji, Baba Ahmed, Allel, Labter, Benhamouda, Trabelsi, Triaa, Benamadi, Messaoud Nacer, Iboukassene, Akkouche, Bennabi, parents et alliés remercient du fond du cœur toutes celles et tous ceux qui ont tenu à rendre hommage au défunt et à témoigner de son passage ici-bas. Merci pour cette présence. Que le défunt repose en paix.

## POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

[laalamh@yahoo.fr](mailto:laalamh@yahoo.fr)  
[laalamhakim@hotmail.com](mailto:laalamhakim@hotmail.com)



## BONNE NUIT LES COQUINS !

«Législatives de 2007. Si le MSP les remporte, j'arrête de boire.»

De l'eau !

L'ancien wali d'El-Tarf a disparu. Doucement, doucement camarades ! Pas la peine d'ameuter Lahbiri et tout le staff des pompiers, ni d'accrocher une poule pour faire office d'appât. Djillali Aârar n'est pas un python. Et pour l'heure, il n'a été localisé dans aucun vide sanitaire d'aucune cité populaire du vaste gruyère qu'est devenue l'Algérie. L'ex-wali d'El-Tarf a juste disparu. Comme disparaissent tous les jours des walis impliqués dans de très grosses affaires de trafic. Quoi de plus banal dans le fait que le wali le plus médiatisé du Maghreb prenne la clé des champs ? Peut-être a-t-il même croisé dans sa fuite un autre drôle de coco, Zendjabil, le wali de la coke ? Ça se passe comme ça en «Algérie» ! Ça fuit de partout, et les fuyards se croisent aux carrefours, se saluent d'un élégant signe de la main, demandent des nouvelles des enfants, de la famille avant de s'évaporer dans une nature plus proche de la jungle luxuriante que de l'espace urbain. Les walis fuient.

Les ministres d'Etat affirment détenir des dossiers explosifs sur la corruption, mais qu'ils ne les livrent que lorsque les boissons alcoolisées seront enfin interdites. Les pythons muent en couleuvres et rétrécissent au lavage. Les chefs de partis politiques sont promus chefs de gouvernement en vertu de leurs compétences à dresser les dobermans. D'anciens exorcistes ont juste le temps de cacher leurs amulettes et de jeter un peu d'eau dans le braseros de leur «b'khour» avant qu'une voiture officielle ne les convoie vers leurs tout nouveaux bureaux de ministres. Les mioches des grosses huiles se kidnappent et se laissent pour morts sur les bandes d'arrêt d'urgence des autoroutes. Quatre oreillers, un traversin, deux lampes de chevet et un fauteuil sont facturés à 64 000 euros. Alors ? Pourquoi s'alarmer lorsqu'un wali, un wali de plus disparaît dans l'indulgente nature qui est la nôtre ? C'est dans l'ordre des choses algériennes. Beaucoup doivent avoir retrouvé le sommeil ce soir. Bonne nuit les coquins ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.